

LE BUDGET DES ÉTATS-UNIS ET LA GUERRE EN IRAQ : LES DOMMAGES COLLATÉRAUX SERONT-ILS AUSSI DU CÔTÉ AMÉRICAIN ?

Grégory Vanel

Mai 2003

A qui le tour ? La valse des démissions des plus hauts responsables économiques de l'administration Bush vient encore de connaître un nouvel épisode cette semaine avec la démission de Mitch Daniels, directeur du budget. Cette démission, la quatrième depuis 6 mois, dont la raison officielle est de permettre à monsieur Daniels de briguer un mandat de gouverneur de l'Indiana, intervient à un moment où le Président Bush a plus que du mal à justifier auprès du Congrès ses choix budgétaires pour l'année fiscale 2004.

La situation économique va de mal en pis, notamment du côté des chiffres du chômage - en augmentation le mois dernier, et l'administration Bush considère que seule une politique fiscale fondée sur des réductions importantes d'impôts pourra permettre à l'économie de la première puissance mondiale de redémarrer.

Les critiques ne manqueront pas de signaler d'une part que l'efficacité d'une telle politique est loin d'être prouvée, mais surtout que d'autres mesures seraient plus rapides à être mises en œuvre et probablement plus efficaces. Alan Greenspan n'a-t-il pas lui-même répété à plusieurs reprises que la politique monétaire était plus à même de faire redémarrer l'économie dans le court terme ?

Et le moment semble d'autant plus mal choisi pour réduire encore le montant des recettes fiscales que la guerre en Iraq se termine. Or, la fin des combats ne doit pas nous faire oublier des évidences qu'il est parfois nécessaire de rappeler: la guerre, même victorieuse, coûte cher, très cher. Elle coûte cher pendant les opérations militaires proprement dites, mais elle coûte toujours plus cher une fois celles-ci terminées et qu'il faut rapatrier hommes et matériel, remettre de l'ordre dans le pays vaincu, et lui permettre de recouvrer une activité économique normale¹.

¹ Sur ce point nous ne pouvons que rappeler au lecteur de se référer à la première publication d'envergure de John Maynard Keynes: Keynes J.M.(1920), *The Economic Consequences of the Peace*, New York, Harcourt, Brace and Howe.

Dans ces conditions, il y a fort à parier que le coût de cette guerre rajoute de l'huile sur le feu et ne redore pas le blason d'une administration qui n'est déjà pas réputée pour sa saine gestion des affaires économiques au niveau interne et au niveau international².

La politique budgétaire de l'administration Bush : une politique du déficit chronique ?

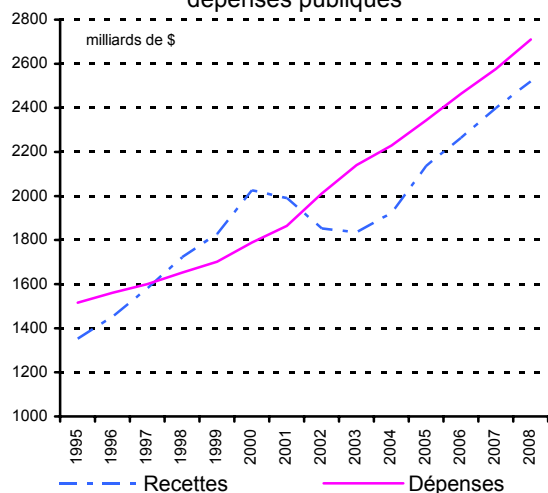
En moins de trois années au pouvoir, l'administration Bush aura réussi l'exploit de transformer un excédent budgétaire de 236 milliards de dollars en un déficit de 300 milliards³. Même si l'on prend en compte les effets du ralentissement économique, cette trajectoire des finances publiques s'explique par la stratégie budgétaire américaine et se reflète dans la proposition de budget pour l'année fiscale 2004.

² Voir à ce propos: Deblock Ch.(2003), "L'illusionnisme économique", *Chronique du GRIC*, Observatoire des Amériques, disponible sur le site du CEIM, http://www.ceim.uqam.ca/Obs_Amer/Chro_US1.pdf.

³ En janvier 2001, selon de CBO, les excédents budgétaires cumulés auraient pu atteindre 5600 milliards de dollars sur la période 2002-2011. Sans prendre en compte les nouvelles mesures du budget 2004, ce même CBO estimait en janvier 2003 que ces excédents cumulés seraient de 20 milliards de dollars sur la même période. Début février, compte tenu des propositions du Président Bush pour l'année 2004, le CBO estimait que le déficit cumulé devrait être de 1000 milliards de dollars sur la période 2002-2011.



Graphique 1 : Evolution des recettes et dépenses publiques

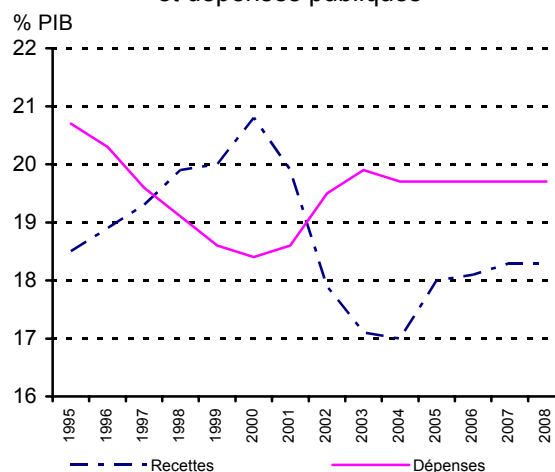


Source : Office of Management and Budget.
Estimations à partir de 2003.

Tout d'abord, comme le montrent les graphiques 1 et 2, l'évolution des recettes et des dépenses publiques des Etats-Unis, avec l'arrivée au pouvoir de Georges Bush, a marqué une rupture brutale et profonde. En effet, le trend de croissance des dépenses semble s'accélérer avec l'arrivée de George Bush au pouvoir, notamment en 2001, alors que celui des recettes marque une très nette rupture la même année, de sorte qu'en 2002 le déficit public a atteint 160 milliards de dollars. Les estimations de l'*Office of Management and Budget* tablent ainsi sur une baisse soutenue des recettes jusqu'en 2004, de sorte que le déficit pourrait officiellement se stabiliser aux alentours de 200 milliards de dollars par an à partir de 2005.

Les estimations en termes réels (hors coût de la guerre en Iraq) sont encore plus préoccupantes (tableau 2), puisqu'elles montrent que le déficit va se dégrader très fortement jusqu'en 2004, avec un niveau de dépenses de près de 20 % du PIB contre un niveau de recettes de seulement 17 % du PIB. Ensuite, l'*Office of Management and Budget*, tablant sur une hypothèse de croissance d'ores et déjà surévaluée selon les économistes, considère que le déficit va se stabiliser durablement autour des 1,5 % du PIB.

Graphique 2: Evolution des recettes et dépenses publiques



Source : Office of Management and Budget.
Estimations à partir de 2003.

Cette évolution, telle que constatée depuis deux années, est le résultat d'une politique budgétaire très active. La baisse du niveau des recettes s'explique pour trois raisons. D'abord, le niveau de l'activité économique ayant fortement baissé, il est logique que le montant des recettes suive la même trajectoire. Ensuite, la forte chute des cours boursiers depuis 2000 a eu un très fort impact sur les rentrées fiscales dans la mesure où les gains en capital potentiels sont taxés ainsi que la levée des stocks options. Mais l'impact le plus important semble être lié à la politique dite « de stimulation de l'économie » par la baisse ciblée sur les classes supérieures des impôts.

Cette politique est axée sur deux points principalement. Premièrement, du côté des dépenses, l'objectif est officiellement de stabiliser leur progression, notamment par une action sur les dépenses dites discrétionnaires, c'est-à-dire celles qui dépendent des 13 « lois d'appropriation » que votent les membres du Congrès. Le gouvernement a en effet beaucoup de mal à stabiliser l'ensemble des dépenses dites obligatoires qui ne font pas l'objet d'une loi d'appropriation et qui représentent environ 11 % du PIB (notamment les dépenses sociales). De même, il lui est difficile de se constituer une marge de manœuvre importante en baissant la charge d'intérêt, qui représente néanmoins près de 1.5 % du PIB depuis trois années. Ainsi, pour l'année fiscale 2003, seules 2 des 13 lois d'appropriation ont été votées rapidement (celles concernant la défense et la construction militaire). Toutes les autres administrations ont fonctionné sur la base du budget de 2002 grâce à des procédures temporaires qui ont pour objectif de limiter les dépenses.

Mais cette volonté de stabilisation de la progression des dépenses se trouve limitée d'une part par les velléités électoralistes des membres du Congrès, ce qui explique en partie le retard de l'adoption définitive du budget 2003, et d'autre part par la volonté d'augmenter les dépenses militaires de l'administration Bush. Le budget de la défense représente en effet près de la moitié des dépenses

discrétionnaires et toute augmentation de celui-ci ne peut donc se faire sans la diminution des autres dépenses. Enfin, cette volonté de limitation des dépenses semble plus que jamais remise en cause par la non reconduction depuis 2003 du *Budget Enforcement Act* de 1990, qui permettait une certaine maîtrise des dépenses publiques.

Deuxièmement, du côté des recettes, le gouvernement Bush est un farouche partisan de la baisse du volume des prélèvements obligatoires pour les classes les plus aisées, dans la droite lignée de la "reaganomique". Ainsi, depuis l'été 2000, il a mis en place une vaste réforme fiscale dont le but est officiellement de simplifier les procédures et de faciliter l'investissement par l'intermédiaire de la hausse des cours boursiers. Dès 2001 il a ainsi mis en place l'*Economic Growth and Tax Relief Reconciliation Act*, dont le montant initial de baisses d'impôts doit représenter environ 1350 milliards de dollars entre 2002 et 2010. Cette mesure a été suivie en janvier 2003 par un vaste plan de réduction de 670 milliards de dollars des impôts (*Plan for Jobs and Growth*), dont plus de la moitié est consacrée à la suppression de la double taxation sur les dividendes.

Ainsi, le budget présenté pour l'année fiscale de 2004 (hors prise en compte de la guerre en Iraq), même s'il demeure sujet à débat entre le Congrès et l'administration⁴, et entre les deux chambres du Congrès, reprend ces deux logiques en les renforçant. Du côté des dépenses, l'objectif est de les augmenter de 4.2 % pour un montant global de 2229 milliards de dollars, en accentuant particulièrement sur les dépenses liées à la sécurité extérieure et intérieure (+ 16 milliards de dollars à 380 milliards). Les dépenses en volume n'augmenteraient que pour le Département d'Etat (+ 12 % avec + 2.9 milliards), alors que de nombreux autres ministères verraient leurs dépenses stagner ou diminuer, compte tenu de l'inflation. Du côté des recettes, le président Bush propose une nouvelle fois la baisse des prélèvements dont les grandes lignes se retrouvent dans le *Plan for Jobs and Growth* du 7 janvier dernier. Cette annonce a été complétée par une série de mesures qui font encore augmenter l'allègement de près de 30 milliards de dollars⁵ sur la période 2004-2013.

Mais la réforme proposée par le président Bush cette année ajoute encore une nouvelle mesure qui accentue la logique de cette politique. Le budget de l'année fiscale

⁴ En témoigne la baisse de moitié du volet réduction d'impôts votée par le Sénat avec l'aide de trois sénateurs républicains le 25 mars. Voir à ce propos : *The Economist* (2003), "Taxing Times", 31 mars, www.economist.com/agenda/PrinterFriendly.cfm?Story_ID=1666114.

⁵ Trois domaines sont concernés par ces réductions : l'accroissement des incitations pour les donateurs aux institutions caritatives (20 milliards sur la période 2004-2013), la déduction des primes d'assurance pour les contrats d'assurance vie (100 milliards en 2004 et 28 milliards sur 2004-2013), et surtout le maintien des baisses d'impôts prévues (588 milliards entre 2004 et 2010, dont : la baisse du barème de l'impôt sur le revenu de 287 milliards, la suppression des droits de successions et la modifications de la loi sur les donations pour 126 milliards, la hausse du crédit d'impôt pour les enfants à charge pour 47 milliards, et un crédit d'impôt recherche et développement de 47 milliards de dollars).

2004 prévoit en effet de réformer la fiscalité de l'épargne à l'aide de trois nouveaux instruments qui bénéficieraient d'allègements fiscaux importants : un nouveau compte épargne retraite, un nouveau plan d'épargne long de la vie, et enfin un nouveau plan d'épargne retraite professionnel qui remplacerait les plans « 401 (k) ».

Ainsi, loin de permettre un retour aux équilibres budgétaires rapides, cette politique semble accentuer encore un peu plus les déséquilibres financiers de l'Etat américain, alors que dans le même temps elle accentue et dénigre les inégalités sociales⁶. Or, la guerre en Iraq va à coup sûr avoir un impact très néfaste sur les finances publiques.

L'impact de la guerre en Iraq : vers une aggravation des tendances observées

Trois éléments nous montrent que la logique moraliste et guerrière de cette administration va peser très lourd sur les finances publiques américaines. Premièrement, l'administration entretient un flou de plus en plus pesant sur le coût réel de cette guerre, alors même qu'elle est terminée. Ensuite, le budget de l'année fiscale 2003 est d'ores et déjà obsolète puisque le président Bush demande une rallonge de près de 75 milliards de dollars pour financer cette guerre. Enfin, les estimations du coût de la défense montrent que sa tendance est à la hausse dans les prochaines décennies.

Alors que la première guerre du Golfe a au total coûté quelques 80 milliards de dollars d'aujourd'hui selon les estimations du *Washington Post*⁷, les opérations militaires actuelles en Iraq ne font pas l'objet d'une estimation très rigoureuse de la part de l'administration américaine. Néanmoins, deux scénarios avaient été prévus par les analystes, celui de la guerre dite « courte » et celui de celle dite « longue »⁸. Que ce soit l'un ou l'autre scénario qui ait lieu, les estimations tiennent compte d'une période plus ou moins longue de présence militaire américaine sur le sol

⁶ Voir à ce propos la mise au point impressionnante de Paul Krugman concernant le retour du capitalisme américain au temps de « Gatsby le Manifique » : Krugman P. (2002), "For Richer", *The New York Times Magazine*, 20 octobre, pp. 62-67, 76-77, 141-142 ; Repris en français dans *Courrier International*, "Main basse sur l'Amérique", n°636, semaine du 9 au 16 janvier 2003.

⁷ Voir le *Washington Post*, "Fantasy Budget", 19 mars 2003, page A30, www.washingtonpost.com.

⁸ Voir pour les estimations du coût de la guerre en Iraq :

- McKibbin W.J, Stoeckel A.(2003), "The Economic Costs of a War in Iraq", The Brookings Institution, 7mars, <http://www.brook.edu/dybdocroot/views/papers/mckibbin/20030307.pdf>.
- Congressional Budget Office (2002), *Estimated Costs of a Potential Conflict with Iraq*, September, <http://www.cbo.gov/showdoc.cfm?index=3822&sequence=0>.
- Deblock Ch.(2003), "Les conséquences économiques de la guerre en Iraq", Institut d'Etudes Internationales de Montréal, 24 mars, http://www.ieim.uqam.ca/telechargement/deblock_iraq.pdf.
- Nordhaus W.(2002), "The Economic Consequences of a War with Iraq", dans : Kaysen C. & alii, *War with Iraq: Costs, Consequences, and Alternatives*, Cambridge, American Academy of Arts and Sciences, Committee on International Security Studies, chapitre 3, pp. 61-85.
- Baker D., Weisbrot M.(2002), "The Economic Cost of a War in Iraq: the Negative Scenario", CEPR, *Briefing Paper*, 9 décembre, <http://www.cepr.net/Costs%20of%20a%20War.pdf>.

iraquien (entre 2 et 5 ans), ce qui pèsera inévitablement sur le budget de la défense.

Et même si la guerre a été courte, nous ne pouvons dire encore si le scénario court ou long correspond le mieux à la situation en Iraq, puisque la présence militaire en Iraq durera. Néanmoins, la variété des estimations est assez importante, ce qui ajoute au flou de l'estimation officielle. Le CBO avait estimé en septembre 2002 que cette guerre coûterait entre 6 et 9 milliards de dollars pour le premier mois d'opération militaire et entre 9 et 13 milliards de « coût supplémentaire » de déploiement par mois supplémentaire. Le coût du retour du principal des forces serait de 5 à 7 milliards de dollars et le coût de l'occupation militaire de 1 à 4 milliards de dollars par mois.

En fait, cette estimation des coûts directs est, de l'avis de nombreux analystes, fortement sous évaluée. Les études de Nordhaus, McKibbin et Stoeckel, et Baker et Weisbrot insistent toutes sur le fait que le CBO a sous estimé certains types de coûts. Pour Nordhaus par exemple, il faut ajouter à ces coûts directs, évalués entre 50 et 140 milliards de dollars selon le scénario, l'ensemble des coûts directs induits. Notamment, il faut tenir compte des coûts d'occupation et de maintien de la paix (entre 75 et 500 milliards de dollars), des coûts de reconstruction (entre 30 et 105 milliards) et des coûts d'assistance humanitaire (de 1 à 10 milliards). Ainsi, on voit bien qu'au total, cette guerre coûtera au bas mot de 100 à 120 milliards de dollars, et dans l'hypothèse d'un maintien des troupes américaines en Iraq de plus de deux années, elles pourraient coûter au budget des États-Unis nettement plus (jusqu'à 800 milliards de dollars selon Nordhaus).

Il apparaît alors très étonnant que le gouvernement des États-Unis ne soit pas en mesure de donner une estimation plus fine du coût de cette guerre alors que le président Bush a déjà demandé au Congrès une rallonge budgétaire pour l'année fiscale 2003. Sur les 74.7 milliards de dollars demandés, 62.6 seront affectés au budget de la guerre, dont 53.4 au déploiement des troupes pour 6 mois et 4.8 milliards à l'achat de munitions. Le reste de cette rallonge, soit 12 milliards de dollars, sera consacré aux opérations étrangères et de reconstruction pour un montant de 7.8 milliards⁹ et à la sécurité intérieure pour 4.2 milliards. Cette augmentation du budget de la défense aura pour conséquence de faire passer le déficit budgétaire à près de 500 milliards de dollars, ce qui augure une grave crise budgétaire ces prochaines années.

Le CBO ne s'y est d'ailleurs pas trompé, puisqu'il vient de faire publier une étude concernant les implications à long terme de la défense sur le budget des États-Unis¹⁰. Partant du constat que le budget de la défense est passé de 274 milliards à 345 milliards de dollars entre 1997 et

2002¹¹, le CBO anticipe une croissance du budget de la défense et montre qu'il sera en moyenne de 390 milliards de dollars par an d'ici 2007 et de 408 milliards dès 2007. Les projections pour les décennies suivantes, même si elles ne sont pas significatives, montrent néanmoins que le budget de la défense devrait fortement s'élever et pourrait atteindre 430 milliards de dollars par an sans changement significatif. Le CBO insiste même sur l'impact plus important sur le coût de la défense des opérations militaires extérieures alors que le budget consacré aux investissements aurait tendance à augmenter moins fortement.

Deux remarques sont néanmoins nécessaires à ce sujet. La première est que le CBO est très favorable à la politique de l'administration Bush, et il ne serait donc pas étonnant qu'il minimise fortement l'impact du coût de la défense sous cette administration et ses implications à long terme. D'autre part, le CBO fait quand même référence à un scénario où le budget annuel de la défense serait très proche des 500 milliards de dollars du fait du risque et des aléas liés au coût des opérations militaires, tenant compte par la même d'une possible dérive du coût du fonctionnement de l'armée des États-Unis.

Ainsi, il ne fait aucun doute que le budget de la défense risque à coup sûr d'avoir un impact très important sur le déficit public, que ce soit à court terme avec cette guerre en Iraq ou à plus ou moins long terme. Or, toute hausse du déficit public a un impact sur la dette publique et pose donc la question de son financement.

Le financement par l'emprunt et la question de la soutenabilité de la dette publique

Le véritable enjeu financier de cette guerre en Iraq concerne l'évolution de la dette publique américaine. Certains analystes considèrent que la dette n'est pas un problème dans la mesure où de nombreuses Banques Centrales sont tenues de maintenir la valeur de leurs réserves de change libellées en dollars¹². Il est vrai que pour la Chine, le Japon et quelques pays d'Asie de l'est qui ont développé d'importants surplus commerciaux vis-à-vis des États-Unis, l'achat de bons du trésor américain demeure le seul type de recyclage possible permettant de garantir à la fois la stabilité des taux de change et la valeur des réserves de change. L'ex secrétaire au commerce Paul O'Neill avait d'ailleurs à plusieurs reprises insisté sur ce point pour nuancer l'impact des coupes budgétaires de 2001 et 2002 sur la stabilité du système financier¹³.

Seulement ce type de raisonnement s'appuie sur des hypothèses par définition susceptibles de ne plus

⁹ A noter que sur ce poste 1 milliard de dollars sera consacré à l'aide militaire directe à Israël, 60 millions de dollars seront consacrés à la lutte antidrogue en Colombie et au Pakistan, 28 millions aux opérations antiterroristes en Afghanistan, et 20 millions de dollars seront consacrés à la rénovation de l'ambassade des États-Unis en Iraq.

¹⁰ Congressional Budget Office (2003), *The Long Term Implications of Current Defense Plans*, January, <ftp://ftp.cbo.gov/40xx/doc4010/01-14-DefenseStudy.pdf>.

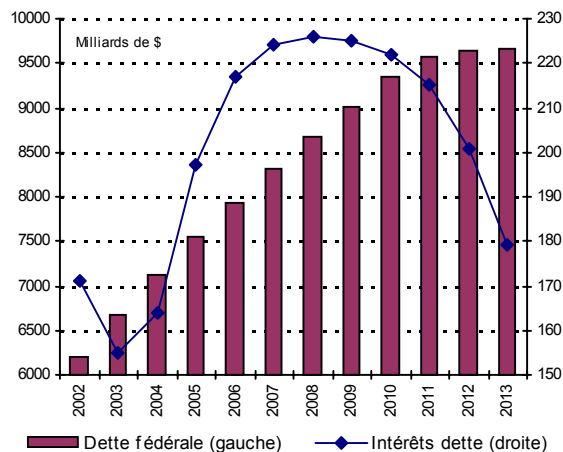
¹¹ Cette croissance fait des États-Unis les premiers en terme de dépenses militaires, et de très loin, puisque le budget de la défense est supérieur au cumul des 20 budgets de la défense suivants.

¹² Voir notamment : McKinnon R. (2001), "L'économie mondiale peut-elle supporter des réductions d'impôts aux États-Unis ? L'étalon dollar revisité", *Finances & Développement*, juin, pp. 14-17.

¹³ Actuellement 18 % du total des actifs de long terme aux États-Unis sont détenus par des non résidents, et 42 % des titres du Trésor. Cette part a très fortement augmenté dans les années quatre-vingt-dix.

correspondre au comportement des Banques Centrales concernées et qui ne prennent pas en compte le niveau de la dette publique américaine.

Graphique 3 : Dette fédérale et intérêts (Projections).



Source : Congressional Budget Office.

Le graphique 3 montre que, sans prendre en compte le coût de la guerre en Iraq, la dette publique américaine totale¹⁴ devrait exploser d'ici à 2013, passant de 6300 milliards de dollars actuellement à 9500 milliards. Ces estimations sont basées sur les chiffres du CBO qui surestiment très fortement l'ampleur de la reprise économique attendue, de sorte que l'hypothèse de stagnation de la dette publique à 63 % du PIB en 2006 puis de baisse de ce poids à 54 % en 2013 n'est pas tenable. L'hypothèse la plus probable est celle d'une stagnation de cette dette aux alentours de 60 % du PIB.

Ceci posera d'autant plus problème que le montant de la charge d'intérêt va augmenter de manière très rapide, passant de 155 milliards de dollars en 2003 à près de 225 milliards en 2008 dans l'hypothèse la plus favorable du CBO. Le financement par l'emprunt risque donc d'être plus massif et plus coûteux pour les États-Unis, ce qui aura aussi un impact important sur le budget. Les taux d'intérêt sur les bons du trésor devraient ainsi passer à 3.5 % en 2004 contre 1.4 % en 2003.

La guerre en Iraq aura donc un impact sur le montant de la dette et sur le niveau des taux d'intérêt, d'autant que certaines études montrent que le taux d'intérêt des bons du trésor a tendance à augmenter avec la hausse du déficit public américain¹⁵. Toute la question est donc de savoir

¹⁴ Nous prenons en compte ici l'ensemble de la dette publique, y compris celle de la sécurité sociale et celle des autres organismes gouvernementaux. La dette réellement détenue par le public passera quant à elle de 3800 milliards de dollars en 2003 à 5800 milliards en 2013 à dépenses inchangées, c'est-à-dire sans prise en compte des dépenses militaires supplémentaires.

¹⁵ Selon l'étude de John Saxton, le taux d'intérêt moyen des bons du trésor entre 1947 et 2002 est de 4.9 % quand le budget est équilibré. La droite de régression montre que plus le déficit en pourcentage du PIB est fort et plus le taux des bons du trésor augmentent, pouvant atteindre 10 % pour un déficit de 6 % du PIB.

comment l'économie américaine pourra digérer cette nouvelle guerre dans le court et dans le moyen terme.

Quelles perspectives ?

Les perspectives globales de l'économie américaine ne sont pas très brillantes en ce moment¹⁶, et la guerre en Iraq risque fort de mettre de l'huile sur le feu. Trois éléments tendent à montrer que cette guerre aura un impact négatif sur l'économie américaine, du moins à court et moyen terme.

Premièrement, cette guerre fait entrer les États-Unis dans une crise fiscale qui n'est pas prête de s'arrêter. En effet, historiquement, c'est l'une des seules fois où un président des États-Unis promet des baisses d'impôts en même temps qu'il engage le pays dans une logique de guerre. Cette attitude de George Bush n'est pas nouvelle puisqu'il avait déjà fait la même chose avec le projet de bouclier anti-missile et avec la « guerre contre le terrorisme ». Mais cette fois-ci elle prend une ampleur nouvelle avec la guerre en Iraq. *The Economist*¹⁷ s'alarme sur les prévisions de déficit budgétaire qui montrent que ceux-ci devraient se maintenir aux alentours de 400 milliards de dollars dès 2005 (contre 500 milliards en 2004) si l'on prend en compte des hypothèses de croissance plus réalistes que celles du CBO.

Pire encore, l'efficacité économique des mesures de baisse des impôts est loin d'être prouvée, comme l'ont dénoncé pas moins de 450 économistes de renom, avec notamment plusieurs prix Nobel¹⁸. Par exemple, concernant le principe de la fin de la double taxation sur les dividendes, de nombreuses voix considèrent que cette mesure n'aura qu'un effet sur le niveau de richesse des plus aisés¹⁹. En effet, beaucoup considèrent que l'idée d'une double taxation sur les dividendes est erronée dans la mesure où il existe une distinction juridique entre une entreprise sujette à l'impôt sur les sociétés et son actionnaire d'une part, et d'autre part que le niveau actuel de taxation prend en compte ce double niveau, de sorte que si l'on enlève la taxation des dividendes, il faut alors augmenter celle des profits. Tout ceci sans parler du manque d'équité sociale et d'efficacité économique de cette proposition, dans la mesure où seulement 19.2 % des ménages sont concernés.

La crise budgétaire risque en outre de prendre une tournure fortement politique dans la mesure où les finances des États de l'Union ne sont pas bonnes. Le risque serait alors celui d'une crise ouverte entre une partie des États et

Saxton J. (2003), "Deficit, Taxation and Spending", Joint Economic Committee, United States Congress, April, www.house.gov/jec.

¹⁶ Voir à ce propos : Deblock Ch. (2003), "Quand l'alarme économique se met à sonner", *Chronique du GRIC*, Observatoire des Amériques, disponible sur : http://www.ceim.uqam.ca/Obs_Amer/Chro_US4.pdf.

¹⁷ *The Economist* (2003), "Taxing Times", 31 mars, www.economist.com/agenda/PrinterFriendly.cfm?Story_ID=1666114.

¹⁸ http://www.epinet.org/content.cfm/econ_stmt_2003.

¹⁹ Voir à ce propos : Baker D.(2003), "The Dividend Tax Break : Taxing Logic", CEPR, *Issue Brief*, 6 janvier, http://www.cepr.net/dividend_tax_break.htm.

le gouvernement fédéral. Le fait que trois sénateurs républicains aient tiré la sonnette d'alarme en ne votant pas tel quel le projet de baisse des impôts en est un révélateur parmi d'autres.

Deuxièmement, même si l'impact de la guerre en Iraq sera moins important que prévu sur le prix du baril de pétrole²⁰, il n'en demeure pas moins que cette guerre aura un effet négatif important sur le retour de la croissance aux Etats-Unis en 2003 et 2004. Cet effet se manifeste de deux manières différentes. La première est la très forte perte de confiance des ménages américains au début de la guerre. L'indice de confiance des consommateurs du *Conference Board* est tombé pendant les opérations à son plus bas niveau depuis dix ans avec 62.5 %, ce qui correspond au quatrième plancher jamais atteint depuis que cet indice existe (1967). Et s'il s'est redressé depuis, le taux de chômage et les pertes d'emplois ont pour leur part augmenté. Or la consommation était encore le seul ressort de la croissance aux États-Unis depuis l'éclatement de bulle Internet en 2000. Ensuite, la deuxième raison que l'on peut invoquer concerne la hausse des taux d'intérêt qui risque de se produire avec la hausse des taux sur les bons du trésor. Comme le dit Paul Krugman²¹, lorsque les gouvernements émettent des bons, ils rentrent immédiatement en concurrence avec les emprunteurs privés. Ainsi, cette concurrence devrait automatiquement faire augmenter les taux d'intérêt, d'autant plus que les émissions de bons devraient augmenter avec la hausse des déficits budgétaires. Le risque ici est donc de voir le coût du financement des entreprises augmenter fortement avec la hausse des déficits publics dus à la guerre en Iraq.

Les estimations d'avant guerre de McKibbin et Stoeckel tablaient ainsi sur une perte de croissance aux États-Unis de 1.3 points en 2003 et de 0.8 point de croissance par année de présence militaire en Iraq supplémentaire, alors que celles de Baker et Weisbrot envisageaient l'avenir avec beaucoup moins d'optimisme puisque la perte de croissance estimée étaient de 2.4 % entre 2003 et 2004. Même si ces chiffres semblent à présent surévalués, il n'en demeure pas moins que l'impact négatif à court terme de cette guerre sur la croissance sera important.

Enfin, le dernier élément nous montrant que les perspectives ne sont pas très réjouissantes concerne la trajectoire du déficit courant américain et son lien avec le taux d'épargne nationale, donc pour partie le solde public. La guerre en Iraq, en favorisant le retour au déficit budgétaire chronique, a un effet important sur la baisse du taux d'épargne nationale global. Celui-ci avait déjà

tendance à être très bas, et seul les excédents budgétaires des années quatre-vingt-dix lui permettait d'atteindre le niveau de 17 % du PIB. Avec le retour des déficits publics, le financement externe de l'économie américaine sera de plus en plus marqué, et avec celui-ci le risque d'une très forte dépréciation du cours du dollar mais surtout d'un effet supplémentaire à la hausse des taux d'intérêt.

Ainsi, même si le niveau des déficits budgétaires ne sera pas très élevé (3 % du PIB), son impact sur l'économie américaine risque d'être néfaste dans la mesure où les coupes budgétaires n'auront aucun impact sur le niveau de la consommation ou de l'investissement et que le solde de la balance courante continuera à se dégrader. Le déficit public dans ce cas ne remplira pas son rôle keynésien de soutien à l'activité économique mais grèvera d'autant les marges de manœuvre de l'Etat.

*
* *

Pour conclure, nous pouvons donc affirmer que ce n'est pas tant par son impact direct sur l'ampleur des déficits publics que cette guerre en Iraq pose problème mais sur le niveau de la dette publique et son impact sur la croissance économique. Le gouvernement Bush a beau faire valoir que les coupes budgétaires qu'il propose vont permettre au regain de croissance, personne n'est dupe quant au véritable objectif de cette politique pour le moins partisane et inefficace.

Pourtant, malgré un tableau économique bien assombri, le Président Bush demeure à l'heure actuelle le seul candidat sérieux à sa propre succession. George W. Bush serait-il un président si singulier que cela ? Sera-t-il en mesure d'éviter les déboires économiques intérieurs de son père au début des années quatre-vingt-dix ?

²⁰ Les estimations de Nordhaus prévoyaient une hausse très importante du prix du baril jusqu'à 80 dollars en 2003 et 2004, mais il semble que ce scénario ne soit pas vérifié. Voir Nordhaus W.(2002), "The Economic Consequences of a War with Iraq", dans : Kaysen C. & alii, *War with Iraq: Costs, Consequences, and Alternatives*, Cambridge, American Academy of Arts and Sciences, Committee on International Security Studies, chapitre 3, p. 73. Néanmoins, la hausse du prix du baril avant guerre aura permis aux grandes firmes pétrolières d'engranger des profits records.

²¹ Krugman P.(2003), "Bush's Dangerous Deficit Habit", *International Herald Tribune*, Saturday, January 18.